

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(11^e édition. – Août 2003)

**ACCORD « SALAIRES » DU 17 NOVEMBRE 2004
(AUVERGNE)**

NOR : *ASET0550056M*

IDCC : 87

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction d'Auvergne (UNICEM Auvergne), agissant tant pour son propre compte que pour le compte des organisations syndicales suivantes :

Syndicat des industries françaises du fibres-ciment ;

Syndicat des producteurs de silice pour l'industrie ;

Syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées (FILMM) ;

Fédération de l'industrie du béton (FIB),

D'une part, et

Le syndicat Force ouvrière ;

La CFDT,

D'autre part,

Se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, paragraphes *b* et *c* qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, et à l'accord national du 23 janvier 1992,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Il s'applique dans les départements ci-après : Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2005.

Les parties contractantes conviennent de se revoir en juillet 2005 pour examiner l'évolution des salaires horaires minimaux garantis.

Article 3

Salaires horaires minimaux de qualification au 1^{er} janvier 2005

Les salaires horaires minimaux de qualification sont fixés comme suit :

CATÉGORIE	CLASSIFICATION	SALAIRE HORAIRE minimal de qualification (en euros)
OM	120	5,15
OS 1	130	5,43
OS 2	140	5,64
OS 3	150	5,86
OQ 1	160	5,89
OQ 2	170	5,98
OQ 3	185	6,23
OHQ	200	6,52
CE niveau 2	225	7,15

Les salaires minimaux de qualification constituent l'assiette de la prime d'ancienneté.

Article 4

Salaires horaires minimaux garantis au 1^{er} janvier 2005

En application de l'accord national du 23 janvier 1992, les salaires horaires minimaux garantis des ouvriers, calculés par l'addition d'un montant fixe identique pour tous les coefficients et d'un montant différent pour chacun d'eux, ne pourront être inférieurs aux montants suivants :

CATÉGORIE	CLASSIFICATION	SALAIRE HORAIRE minimal garanti (en euros)
OM	120	7,61
OS 1	130	7,66
OS 2	140	7,69

CATÉGORIE	CLASSIFICATION	SALAIRE HORAIRE minimal garanti (en euros)
OS 3	150	7,75
OQ 1	160	7,91
OQ 2	170	8,15
OQ 3	185	8,53
OHQ	200	8,84
CE niveau 2	225	9,41

Il est précisé que ces montants garantis n'ont aucune incidence sur la prime d'ancienneté, qui reste calculée sur les salaires minimaux de qualification, fixés à l'article 3 ci-dessus.

Article 5

Le salaire mensuel minimum garanti est déterminé en multipliant le taux horaire tel que défini ci-dessus par l'horaire mensuel collectif appliqué par l'entreprise.

Article 6

Il est précisé que, conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, ces salaires minimaux fixés aux articles 3 et 4 ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

1. Les indemnités ayant un caractère d'un remboursement de frais telles qu'indemnités d'outillage, de transport.
2. Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles.
3. Les majorations pour heures supplémentaires.
4. Les primes de productivité telles que celles-ci sont définies par les décrets du 20 mai et du 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes.
5. Les primes d'ancienneté et d'assiduité et les primes de vacances.
6. Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est précisé en outre que, conformément à l'article 3 paragraphe 3 de l'accord national du 21 février 1957, dans le cadre de travail à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée pour une production déterminée), la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, dans une même période de paye, au salaire minimum garanti de leur catégorie et échelon majorée de 10 %.

Article 7

Deux vêtements de travail seront attribués chaque année aux ouvriers ayant au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise.

Article 8

Il est rappelé que les salaires figurant à l'article 4 du présent accord sont exclusivement des salaires minimaux garantis, la seule obligation des entreprises étant de relever, s'il y a lieu, les salaires qui seraient devenus inférieurs à ceux-ci.

Article 9

Pour l'activité marbrerie funéraire, cet accord est conclu après concertation préalable entre l'UNICEM Auvergne et la section marbrerie funéraire de la CAPEB territorialement compétente.

Article 10

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi, en vertu des dispositions du décret 79-1202 du 28 décembre 1979 (*JO* du 31 décembre 1979) et au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes (loi du 13 novembre 1982).

Article 11

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé. Elle devra également aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Fait à Châtel-Guyon, le 17 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)